



La nature en proie à l'économie capitaliste. (2/2)

Comment l'économie sociale peut s'y opposer davantage ?



Dans une première analyse, nous sommes revenus sur le dualisme entre la nature et la culture comme fondement du modèle capitaliste. Sans nier les apports de la pensée naturaliste occidentale pour l'humanité, nous avons tenté d'en démontrer les limites au vu de l'urgence sociale et climatique. Nous avons conclu sur les voies en matière d'innovation sociale qui s'ouvriraient dans le champ de l'économie sociale non sans relever les impasses possibles. Précisément, nous nous questionnions sur une survalorisation de l'aspect environnemental dans certains projets d'innovation sociale relevant soit de l'innovation technologique soit de reprises détournées de principes issus par exemple de l'économie circulaire au détriment de l'aspect social. Dans les deux cas, nous relevions le risque d'une reconduction du modèle capitaliste.

En effet, l'intégration de la question environnementale dans un projet entrepreneurial à finalité sociale ne coule pas de source. Nous allons tenter de le démontrer au travers des exemples des groupements agricoles et des entreprises d'économie circulaire qui portent des valeurs alliées à une vision environnementale. Nous en évoquerons les limites en écho à celles que rencontre l'économie sociale dans son ensemble à la lumière d'une question. L'économie sociale peut-elle combiner finalité sociale et environnementale ? Pour entrevoir quelques réflexions possibles, nous reviendrons plus précisément sur la portée politique de l'économie sociale en lien notamment avec les luttes sociales et environnementales.

Des groupements agricoles au service de l'économie sociale ?

Certains groupements agricoles¹ récents ont la particularité de remettre en question le système alimentaire marchand et globalisé qui est responsable de bouleversements environnementaux et sociaux majeurs. Parmi les désordres environnementaux, citons l'épuisement des sols par la monoculture, l'élevage intensif et à grande échelle, la déforestation à des fins de plantations etc. Face à ce constat, ces groupements sont nombreux à se questionner sur le rapport à la nature. Ils portent le projet d'une agriculture soutenable qui s'inscrit dans des modèles agricoles et pastoral allant de l'agroécologie à la permaculture² ou la biodynamie³.

Au travers de ces pratiques agricoles, ils visent à produire une alimentation plus respectueuse des cycles naturels. Le respect de la nature est par conséquent central dans les valeurs portées par ces collectifs. Ce respect va s'exprimer dans la valorisation des circuits courts qui permettent une moindre mobilité des matières premières ainsi qu'une consommation plus locale de celles-ci. Dans cette idée du respect de la nature, les groupements agricoles vont aussi s'inquiéter de la biodiversité dans leur travail de la terre pour une production diversifiée, non-monoculturale et plus artisanale ou à taille humaine.

Cette considération de l'environnement s'inscrit très clairement dans une alternative critique au système agricole et alimentaire marchand ancré dans le modèle économique

capitaliste. L'ancrage local de la plupart des groupements agricoles participe indubitablement à d'autres relations socio-économiques sur un territoire. Il est aussi marqué par une volonté de travailler pour la collectivité et non pour le profit. Au sein des collectifs, la gouvernance et l'autonomie de gestion sont au cœur des pratiques continuellement travaillées. Beaucoup d'initiatives de groupements agricoles revêtent donc les valeurs de l'économie sociale. De fait, une autre vision du travail de la terre et de l'alimentation permet très clairement de concevoir un autre maillage économique plus proche des sensibilités humaines.

A ce titre, et sur le plan social, les projets agricoles alternatifs questionnent également le respect du travailleur. La valorisation du travail d'agriculteur·rice participe en effet à la condamnation de l'exploitation des personnes en certains endroits du monde pour le bénéfice des consommateurs occidentaux. Un exemple dramatique proche des chez nous est l'embauche de migrants sous-payés dans les serres et les champs andalous⁴. Ces travailleurs symbolisent les dérives d'un système agricole et alimentaire qui considère l'être humain comme une ressource à exploiter. Dans les groupements agricoles qui s'opposent à ce modèle, l'intégrité et le respect de l'homme sont des valeurs qui sont inscrites dans leur travail. Ajoutons à cet aspect, le refus d'être dépendant aux lois du marché qui sont très prégnantes dans le secteur agricole et alimentaire. La concurrence est de fait rude face aux grandes enseignes qui n'hésitent pas à surfer sur la vague du « bio » et du « local » tout en mettant la pression sur des prix bas pour le consommateur. Il en résulte qu'il n'est pas toujours évident pour les petits agriculteurs·rices de se verser un salaire décent.

A noter que cette tendance du prix bas impacte également l'agriculture et l'élevage traditionnels. Les crises laitières de 2009 et 2015⁵ sont des exemples frappants de cette loi de l'offre et de la demande qui dernièrement s'est ravivée notamment en France⁶. Le marché laitier français est en effet inondé de productions bio afin de répondre aux objectifs politiques et à une demande toujours croissante. Mais il est illusoire de croire en une croissance continue ... Depuis quelques mois, la demande a considérablement chuté au point d'obliger les éleveurs à vendre leur lait bio au prix du « traditionnel ». Du lait bio surproduit se trouve donc étiqueté comme du lait classique. Voilà un exemple supplémentaire d'un système alimentaire à bout de souffle qui fatigue les agriculteurs·rices dans leur ensemble.

De par leur ancrage socio-environnemental, les groupements agricoles qui s'inscrivent en économie sociale proposent un autre modèle agricole dont l'utilité collective est précieuse. Ils appellent à sortir des rapports marchands à l'instar de l'exemple du lait. Penser autrement le rapport à la nature et au monde est moteur de changement pour l'avenir de l'agriculture et de la société en général.

Quelles limites de ces groupements agricoles ?

La prise en considération de la nature dans le travail agricole est portée par de nombreux collectifs. Beaucoup de personnes, principalement des jeunes, s’y engagent malgré les nombreuses difficultés auxquelles elles doivent faire face⁷. L’engouement est donc vif mais suscite toutefois deux questions davantage liées qu’il n’y paraît. Soyons directement clair avec le lecteur. Ces questions ont pour objectif d’ouvrir de nouveaux chemins. Nous ne remettons pas en doute le bien-fondé des groupements agricoles de ce type qui sont des initiatives nécessaires si on veut reconsidérer l’agro-industrie. Mais n’y-a-t-il pas un risque de voir se créer des « niches écologiques » trop à la marge du contexte socio-économique général ? Et qui sont les bénéficiaires principaux de ces initiatives ?

Les initiateurs et les participants aux initiatives agricoles sont souvent issus de la classe moyenne et dotés d’un bagage culturel important⁸. Beaucoup sont sensibilisés aux enjeux climatiques et environnementaux. Leur volonté de les prendre à bras le corps par le biais d’une reprise de la production et de la transformation alimentaire est gage d’alternative crédible. Les personnes ont donc conscience de la nécessité d’avoir un autre rapport à la nature pour imaginer un autre système alimentaire. Mais le caractère limité et modeste de ces collectifs pourrait présager un risque d’entre soi qui laisserait une partie de la population éloignée de ces questionnements, notamment les personnes précarisées. Ces dernières n’ont en effet pas toujours une conscience écologique forte, ou plutôt les capacités d’action, du fait d’autres urgences quotidiennes bien plus importantes. Dans cette optique, les groupements agricoles alternatifs pourraient donc rester à la marge et profiter uniquement à une catégorie de la population. L’enjeu d’une autre relation à la nature en serait d’autant plus affaibli aussi puisque réservé à des espaces sociologiques trop hermétiques. C’est donc un véritable équilibre que d’intégrer les préoccupations environnementales et sociales.

Economie circulaire et environnement

D’autres acteurs de l’économie sociale, historiquement plus ancrés dans la recherche d’alternatives économiques, témoignent de cette considération environnementale. Il s’agit des ressourceries qui sont fédérées en Wallonie par l’association « Ressources »⁹ basée à Namur. L’association regroupe les entreprises d’économie sociale actives dans le domaine de la récupération et de la réutilisation dans les filières des déchets électriques et électroniques, des vêtements, des encombrants etc. L’organisation représente aussi le secteur auprès des politiques pour rappeler que les enjeux de la préservation de l’environnement et de la lutte contre le changement climatique sont au cœur de la réutilisation et de l’économie circulaire. « Ressources » promeut donc l’économie circulaire qui peut se définir selon trois critères en termes de finalité environnementale.

Premièrement, l'économie circulaire favorise le circuit court. Les biens circulent dans un territoire réduit, ce qui stimule l'emploi local. Deuxièmement, l'économie circulaire repose aussi sur la mutualisation des biens pour un usage partagé de ceux-ci. Enfin, l'économie circulaire insiste également sur l'intensification d'usage des biens afin de contrecarrer les attitudes de consommation compulsive. L'objectif général étant de diminuer la captation de ressources naturelles utiles à la fabrication des objets.

Sur la finalité sociale, l'économie circulaire rejoint certaines dimensions de l'économie sociale par l'insertion socio-professionnelle et par l'accès aux biens de seconde main. A ce propos, l'association Ressources fait remarquer que les magasins de seconde main répondaient historiquement aux besoins des personnes les plus précarisées. Ces magasins étaient tenus par des associations de l'économie sociale. De nos jours, la seconde main est devenue un véritable marché très concurrentiel. Le travail de Ressources est de rappeler la finalité environnementale de la récupération et de la réutilisation mais aussi la finalité sociale.

Les limites de l'économie circulaire

Le risque principal pour le secteur, et l'asbl Ressources en est bien consciente, est de voir perdurer des tendances de « business as usual » sous le sigle vertueux du respect de l'environnement. De grosses entreprises d'électroménager réfléchissent en effet de plus en plus à l'intégration des principes de l'économie circulaire dans leur modèle économique.

Si cela peut s'envisager comme un signe encourageant, c'est tout un secteur de la récupération et de la réutilisation qui pourrait être plus dépendante encore de ces grandes entreprises. La réutilisation et la récupération sont finalement un marché comme un autre et si les membres de Ressources sont sensibles aux finalités environnementale et sociale, ce n'est pas nécessairement le cas des entreprises classiques. A titre d'exemple, certaines enseignes du prêt-à-porter n'hésitent pas échanger des bons à valoir pour des vêtements neufs contre des vêtements de seconde main¹⁰.

Toutes ces pratiques témoignent d'une reprise des habitudes de marché sur un domaine qui invite pourtant à réfléchir à notre consommation et à l'impact environnemental de celle-ci. Sans questionnement politique de fond, il sera difficile de s'extraire du modèle extractiviste qui fatigue la terre et les êtres-humains. La transformation d'un système économique ne se fait pas non plus en un coup de baguette magique. Gardons néanmoins ceci en tête : faire de l'écologie n'équivaut pas nécessairement à faire du social. Or beaucoup d'entreprise avancent cela tout en ne changeant pas de fondement économique. Il en résulte une continuité de la culture capitaliste.

Pour une économie sociale plus politique

Tous ces regroupements collectifs agricoles et ces structures d'économie circulaire ont dans leurs valeurs une autre relation à la nature et à l'environnement. Leurs modèles économiques sont aussi des vecteurs de rapports sociaux s'éloignant des normes du marché. Pour aller vers une réelle modification du champ économique, les nouveaux rapports sociaux doivent se transformer en une force décisionnelle capable de réguler l'économie. La régulation économique passe donc indubitablement par l'action politique. Politiquement, les initiatives citées revendiquent leurs valeurs mais elles trouvent peu d'écho. Pourquoi subsiste-t-il cette difficulté d'emprise politique ? Qu'est-ce qui empêche d'agir politiquement ?

Une première hypothèse se joue dans l'ancrage économique des collectifs. Ils ont un équilibre continu à trouver entre distribution interne des ressources salariales et positionnement dans un marché capitaliste dominant. C'est simple, beaucoup de structures d'économie sociale ont les mains continuellement dans le cambouis et peu de temps pour réellement défendre leurs revendications. Pourtant conscientes du rôle alternatif qu'elles peuvent jouer, elles restent cantonnées dans leur dimension économique. Et pourtant, l'économie sociale doit être également politique si elle veut proposer une alternative crédible au capitalisme. Entendons qu'elle puisse permettre aux individus-citoyens de se forger un nouveau regard sur ce qui structure la société et plus précisément les lieux de pouvoir. Si on veut agir sur l'économie, il faut également agir sur les modalités de prise de décisions collectives et sur leur régulation. C'est une démarche profondément politique.

Une deuxième hypothèse, liée à la première, a trait à l'ancrage territorial des collectifs. Les collectifs qui se forment au sein des structures d'économie sociale sont constitués d'individus qui peuvent être issus de multiples régions. Tous n'ont donc pas le même rapport au territoire où s'ancre l'entreprise ou l'organisation. Ce rapport au territoire est cependant primordial dans la relation que chacun a avec le monde. De fait, vivre un lieu où l'on habite et où l'on travaille imposent d'autres types de considérations environnementales. Sans ancrage territorial fort, il peut être difficile de faire valoir collectivement une autre pensée, une autre manière de faire et une autre manière de se relier aux autres et à la Terre.

L'hypothèse d'un trop fort ancrage économique de l'économie sociale peut mener à un aveuglement des fondements politiques portés par le modèle dominant. L'intégration du respect de l'environnement dans les mécanismes de marché fait partie des points auxquels elle doit être particulièrement attentive. L'hypothèse de l'ancrage territorial est

considérée comme un manquement du fait de collectifs dilués ne se rattachant qu'à la dimension économique de l'économie sociale.

Ceci nous permet d'avancer que l'enjeu pour l'économie sociale est d'éviter la reprise culturelle des questions environnementales et sociales par une frange de la population. Aujourd'hui, le respect de la nature reste avant tout une considération de privilégiés. Le fait de penser son territoire, d'avoir conscience de son potentiel impact sur l'environnement ou encore de manger local sont des comportements de personnes disposants d'un haut capital culturel. Même si elles démontrent d'une réelle remise en question de nos modes de consommation, elles participent aussi à l'exclusion d'une partie de la population pour qui la question environnementale n'est pas prioritaire. Et il n'est pas question ici d'ignorance¹¹ mais bien d'une reprise du débat par une partie de la population qui dispose des capacités pour pouvoir agir.

Les luttes sociales et environnementales, l'inspiration du combat politique du Nord au Sud.

Nombreuses sont les luttes sociales et environnementales dont pourraient s'inspirer les acteurs de l'économie sociale. En Europe, et plus particulièrement en France, il en est une remarquable qui est celle de l'occupation des « Zones à défendre » (ZAD). Intimement liées au mouvement « Pour une écologie populaire et sociale »¹², les ZAD regroupent des personnes sensibles et véritablement connectées à l'environnement. Très proche de celle de Philippe Descola¹³, cette sensibilité s'exprime en effet concrètement dans des relations affectives entre êtres humains et non-humains. Elle est portée ensuite politiquement par les Zadistes qui déclarent et affichent clairement leur message : « Nous ne défendons pas la nature, nous sommes la nature qui se défend »¹⁴.

La ZAD la plus récente, et peut-être la plus médiatisée, est probablement celle de Notre-Dame-des-Landes. Les Zadistes présents sur les lieux ont protégé pendant 4 ans une zone humide d'un projet d'aéroport civil. A l'issue de l'occupation, le projet aéroportuaire fut abandonné. Au-delà de son écho médiatique, cette ZAD fut particulière à plus d'un titre. Plus que les Zadistes, elle a rassemblé également les habitants du territoire d'origines socio-économiques diverses. Du fait de la création d'une vie en société via de multiples activités boulangères ou encore maraichères, les relations furent riches et nombreuses. Cette ZAD fut une expérimentation sociale de par son ampleur et surtout de par l'émulation collective autour d'« un rapport à la nature » véritablement mis à l'épreuve. En effet, dans l'idée d'une zone à défendre, on n'entend pas protéger la nature comme un sanctuaire. Il s'agit plus « d'œuvrer à l'instauration d'une vision du monde où les plantes, les animaux et territoires ne sont plus perçus comme des objets qu'il faudrait protéger ou exploiter, mais comme des sujets, des voisins avec qui on partage une terre commune »¹⁵. Les personnes qui y vivent sont profondément en lutte pour faire vivre une approche intégrée

du monde qui entend contrer les normes de l'économie capitaliste. Les ZAD sont en ce sens des actions profondément politiques qu'on peut qualifier d'écologie populaire.

D'après Joan Martinez Alier¹⁶, l'écologie populaire se différencie du « culte de la nature sauvage », à l'instar de zones naturelles totalement interdites à l'homme¹⁷, et de « l'écocfficacité » qui s'entend comme le sursaut technologique au service de la planète¹⁸. L'auteur espagnole définit l'écologie populaire comme « l'idéologie et la pratique des luttes populaires pour la préservation des ressources naturelles dans la sphère de l'économie morale, et il s'agit aussi d'une défense que nous pouvons apprécier en termes scientifiques, d'une économie qui valorise la biodiversité et qui utilise raisonnablement les flux d'énergie et de matériaux, sans fonder d'espairs injustifiés sur les technologies futures. Cet écologisme n'est pas un exemple postmoderne de manque de confiance dans le progrès social et scientifique mais une voie moderne alternative »¹⁹. Joan Martinez a construit cette définition sur base de son travail sur les mouvements sociaux et environnementaux des pays du Sud. Tout comme dans ceux du Nord, il est possible d'y entrevoir un autre rapport à l'environnement et à la nature prenant en compte les luttes populaires et plus spécifiquement les populations fragilisées.

La singularité des mouvements sociaux et environnementaux du Sud²⁰ repose sur la prédominance des besoins en énergie, en nourriture, en eau et en logement qu'ont les populations locales. Citons la lutte la plus connue qui reste probablement celle menée par les indiens brésiliens contre l'exploitation industrielle de la forêt amazonienne. Au cours de ces 40 dernières, la lutte ne s'est jamais arrêtée. L'Etat n'a que peu agit en favorisant le développement des entreprises agro-forestières et la croissance économique. Comble du manque d'intervention et de régulation de la part des gouvernements qui se sont succédés, de nombreux assassinats ont été fomentés par ces mêmes entreprises au sein des populations qui vivent dans la forêt amazonienne et qui luttent pour sa reconnaissance.

Si ces mouvements se battent pour la protection de leur environnement, c'est aussi pour le respect de leurs droits fondamentaux. Ils participent aussi à la non-privatisation des ressources naturelles et à leur maintien en dehors de l'économie marchande. La conservation de la nature se couple donc à la sauvegarde de besoins sociaux et par conséquent à une dimension politique forte.

C'est à cette dimension que nous faisons référence dans les deux hypothèses données ci-dessus. Permettre à ce que l'économie sociale soit bien le porte-voix de la population qui vit dans la précarité tout en s'ancrant dans de petits territoires intégrés par les entreprises et organisations qui en vivent. L'irréversible crise climatique qui nous impose un autre rapport à la nature doit par conséquent indéniablement et parallèlement se penser avec la lutte contre l'inégalité et donc avec (et non pour) les personnes qui souffrent le plus de celle-ci. L'économie sociale se doit donc d'être attentive à deux éléments : premièrement

de ne pas valoriser la dimension environnementale à défaut des êtres-humains, deuxièmement de ne pas tomber dans le piège de la croissance verte²¹.

En conclusion

A l'issue de cette double analyse complexe qui allie considérations éthiques et pratiques, que convient-il de garder à l'esprit ? Retenons que le modèle économique dominant, le capitalisme, est entièrement basé sur l'extraction et la marchandisation des ressources naturelles. Cette marchandisation est le fruit d'une vision dualiste du monde qui sépare les êtres humains de la nature. Une séparation qui a mené à la domination de la nature par le travail et à la marchandisation de cette force de travail. A la domination de la nature s'est donc couplée celle de certains hommes sur d'autres à des fins mercantiles.

A ce jour, le capitalisme est en proie à un double jeu. D'une part, il est à bout de souffle et est incapable de maîtriser les changements écologiques dont il est responsable. D'autre part, et malgré cet essoufflement, il semble être doté d'une capacité de résilience continue. Un basculement doit donc s'opérer par une transformation de paradigme culturel et économique. L'économie sociale est aux premières loges de ce basculement mais elle doit faire preuve d'humilité tout en restant critique et politiquement engagée. Ce positionnement politique se doit de prendre en compte les besoins des populations fragilisées, en tant qu'actrices, en vue de pleinement reconsidérer notre rapport au monde et à la nature.

¹En 2020, nous avons travaillé sur ces certains de ces groupements agricoles et plus précisément sur les fermes partagées. Celles-ci peuvent être constituées en une pluralité de formes juridiques (indépendant, PME, asbl, coopératives). Notre étude sortie en 2021 est consultable sur le site internet de SAW-B. Dumont, A., Vanwelde, M. (2021). Les fermes partagées. SAW-B [en ligne] [0444-SAWB-Etude 2021_132p-v11.indd \(saw-b.be\)](#)

²Pour en apprendre davantage sur la permaculture et sa distinction avec l'agroécologie, nous vous conseillons cet article. Lavocat, L. (2015). Ca y est ! J'ai compris ce qu'est la permaculture ! Reporterre [en ligne], (page consulté le 18 novembre 2021). [Ca y est ! J'ai compris ce qu'est la permaculture ! \(reporterre.net\)](#)

³Vous pouvez trouver une série d'informations et de sources sur la biodynamie et l'agro-écologie sur le site internet de René Becker, [René Becker Conseil et formation • Agriculture d'avenir • Biodynamie \(biodynamie-renebecker.com\)](#)

⁴Lehouelleur, N. (2021). Andalousie : les esclaves du maraîcher de l'Europe. RFI [en ligne], (page consultée le 16 novembre 2021). [Andalousie : les esclaves du maraîcher de l'Europe - InfoMigrants](#)

⁵La filière laitière a été touchée lors des deux crises par le même principe de baisse des prix sur le marché pas assez régulé par la Politique agricole commune (PAC). En cette année 2021, la nouvelle PAC a été votée mais elle est encore peu ambitieuse face aux défis alimentaires dans leur ensemble. Hénin, F. (2015) Avec une PAC sans outil de régulation, la crise était inévitable. Web-agri [en ligne], (page consulté le 18 novembre 2021). [Crise du lait en 2015, même crise qu'en 2009 ? \(web-agri.fr\)](#)

⁶Massemin, E. (2021). Entre surproduction et baisse des prix, le lait bio est en mauvaise position. Reporterre [en ligne], (page consulté le 18 novembre 2021). [Entre surproduction et baisse des prix, le lait bio est en mauvaise position \(reporterre.net\)](#)

⁷Notre étude sur les fermes partagées présente et analyse ces difficultés notamment en termes d'accès à la terre. Dumont, A. Vanwelde, M. (2021). *op cit*.

⁸« Les personnes qui intègrent les collectifs agricoles ont généralement la trentaine, sont issus d'un milieu urbain, diplômés et ils n'ont pas envie de passer leur vie derrière un écran. Beaucoup sont aussi en transition professionnelle, diplômées dans

des filières menant à des emplois dans le tertiaire et ainsi déjà dotées des compétences génériques de gestion nécessaires » Dumont, A. Vanwelde, M. (2021). *op cit.*

⁹Pour plus d'informations à propos de l'asbl, vous pouvez consulter le site internet [Page d'accueil | Ressources.be \(ressources.be\)](#)

¹⁰Ressources (2021). Essor de la seconde main dans le secteur de l'habillement : bon pour l'environnement ! Qu'en est-il des impacts sociaux et économiques ? Ressources [en ligne] [210609-Seconde-main-Positionnement-ES.docx \(live.com\)](#)

¹¹Beaucoup de gens ont conscience des limites de notre modèle consumériste. Chacun y mettra des mots différents qui ne résonnent peut-être pas entre eux. Mais à l'heure de la médiatisation continue du dérèglement climatique, peu de personnes ne sont pas au fait.

¹²Le mouvement « Pour une écologie populaire et sociale » mobilise et fédère les luttes sociales et environnementales françaises. Il se présente comme anticapitaliste et prône la transformation sociale. Pour en savoir plus sur le mouvement, vous pouvez lire leur histoire sur leur site internet. [Notre histoire - PEPS \(confpeps.org\)](#)

¹³A propos de la pensée de Philippe Descola, nous vous invitons à lire notre première analyse qui en fait un bref et modeste résumé.

¹⁴Lucchese, V. (2020). Interview de Philippe Descola : « Il faut combattre l'anthropocentrisme ». Usbek&Rica [en ligne], (page consultée le 3 août 2021). [Usbek & Rica - Philippe Descola : « Il faut combattre l'anthropocentrisme » \(usbeketrica.com\)](#)

¹⁵Edin, V., Mao, B. (2019). Interview de Alessandro Pignocchi : « Le monde de demain se construit dans la ZAD ». Usbek&Rica [en ligne], (page consultée le 17 novembre 2021). [Usbek & Rica - « Le monde de demain se construit dans la ZAD » \(usbeketrica.com\)](#)

¹⁶Alier, J.M. (2014). L'écologisme des pauvres. Une étude des conflits environnementaux dans le monde. Revue Projet, Cairn [en ligne], (page consultée le 16 septembre 2021). [Joan Martínez Alier, L'ÉCOLOGISME DES PAUVRES. Une étude des conflits environnementaux dans le monde | Cairn.info](#)

¹⁷De plus en plus d'Etats promulguent des zones naturelles entièrement interdites à l'être-humain. C'est le cas du Chili qui a sanctuarisé 4 millions de km² de terres en Patagonie. [En Patagonie, la nature reprend ses droits - Geo.fr](#)

¹⁸Dans cet article résumant l'ouvrage de Hélène Tordjman « La croissance verte contre la nature, critique de l'écologie marchande », la marchandisation de la nature par la science et les technologies est vivement critiquée. Harribey, J.M.(2021). La « croissance verte », ou le projet de marchandiser la nature. Contretemps, [en ligne], (page consultée le 20 septembre 2021). [La « croissance verte », ou le projet de marchandiser la nature – CONTRETEMPS](#)

¹⁹Alier, J.M., Guerchouche, N., Baroudi, M., Tafforeau, C. (2012). L'écologisme des pauvres, vingt ans après : Inde, Mexique, Pérou. Ecologie et politique, Cairn [en ligne], (page consultée le 16 septembre 2021). [L'écologisme des pauvres, vingt ans après : Inde, Mexique et Pérou \[1\] | Cairn.info](#)

²⁰Enormément d'exemples pourraient être cités. Nous n'en présenterons qu'un dans cet article.

²¹Harribey, J.M.(2021). *op cit.*